

CRISE SAHÉLIENNE ET NOUVELLES DYNAMIQUES SOCIORELIGIEUSES DANS LA MOYENNE VALLÉE DU FLEUVE SÉNÉGAL

Étude Publiée par :



&

Timbuktu-Institute African Center for
Peace Studies
Sacré cœur3 VDN,
Immeuble Sokhna Maï Mbacké
BP :15177, CP :10700 Dakar-Fann

Konrad - Adenauer - Stiftung
e. V. Bureau de la Fondation au Sénégal
Almadies Zone 9, En face Groupe scolaire
"La Pointe des Almadies" Dakar

Équipe de recherche

Dr. Bakary Sambe

Directeur régional

Mme Yague Samb

Directrice du bureau de Dakar et
Coordinatrice des programmes régionaux

M. Mbassa Thioune

Directeur des études

Ont participé à la rédaction

M. Babacar Diop

Chercheur junior,
stagiaire

M. Bocar Guiro

Chercheur junior,
stagiaire

Date / année de publication **Novembre 2021**

Imprimerie : Bass Seri, Dakar

Toute partie de cette publication est protégée par copyright. Toute reproduction sous forme de copiage, traduction, microfilm ou électronique sans autorisation de la Konrad-Adenauer-Stiftung e.V. et Timbuktu Institute est strictement interdite.

Copyright : 2021, Konrad-Adenauer-Stiftung e.V. et Timbuktu Institute

Table des matières

Table des matières

Table des matières	3
Avant-propos de la Fondation Konrad Adenauer	5
Introduction générale	7
Objectif général	7
Objectifs spécifiques	7
Questionnements de base	8
Méthodologie adoptée	8
Type d'étude	8
Zones géographiques de l'étude	9
Processus d'échantillonnage	9
⇒ Définition de la population	9
⇒ Sélection du cadre d'échantillonnage	10
⇒ Choix d'une méthode d'échantillonnage	11
Collecte de données	12
Protocole d'éthique	12
Période de déroulement du projet	12
Partie I Canaux d'information ou comment les populations de la Moyenne-vallée s'informent-elles ?	13
Partie II Dynamiques socio-économiques : Entre pastoralisme et vulnérabilités	16
Partie III Dynamiques socioreligieuses dans un contexte régional en mutation	24
Partie IV Regards croisés sur les défis sécuritaires en zone frontalière	28
Sous-partie 1 Contexte sécuritaire	28
Sous-partie 2 Les forces de défense et de sécurité face à la menace	30
Partie V Attitudes par rapport à la menace terroriste et lutte contre le terrorisme	34
Principales conclusions	37
Recommandations	38
Annexes	39
Profil des personnes interrogées	39
Sigles et abréviations	41
Tableaux et graphiques	42
Tableaux	42
Graphiques	42
Bibliographie	43
Webographie	44



1

¹ <http://hgouestaf.over-blog.com/article-une-etude-de-cas-sur-le-fleuve-senegal-50141417.html>

Avant-propos de la Fondation Konrad Adenauer

Caroline Hauptmann

La Fondation Konrad Adenauer travaille au Sénégal depuis 1976 avec des acteurs des secteurs public, privé et de la société civile. La promotion du développement territorial, économique et social à tous les niveaux n'est possible qu'avec une stabilité de paix et de sécurité, assurée par une compréhension profonde des enjeux et défis régionaux.

Dans ce sens, l'ouvrage présenté et basé sur une étude portant le titre « Crise sahélienne et nouvelles dynamiques socioreligieuses dans la vallée du fleuve Sénégal » a été réalisé par l'équipe de recherche du Timbuktu Institute. La thématique s'intègre parfaitement dans les axes stratégiques de la Fondation Konrad Adenauer au Sénégal et de sa coopération avec le Timbuktu Institute.

Notre coopération avec le Timbuktu Institute est basée sur notre entente commune que le vivre ensemble harmonieux, la cohésion et la paix sociale, surtout dans des zones vulnérables, comme les régions frontalières, est fondamental pour le maintien de la paix et pour un développement durable. Pour ce, il est indispensable de comprendre les enjeux socio-culturels et économiques régionaux qui pourraient devenir des facteurs déstabilisants. Il est indispensable de partager les connaissances acquises à travers d'analyses scientifiques. De cette entente est née une série d'Études sur les dynamiques socioreligieuses.

L'ouvrage présenté ici traite de la vallée du fleuve Sénégal dans le contexte actuel de la crise sahélienne.

La vallée du fleuve Sénégal est une terre d'une longue histoire religieuse et de mélanges socioculturels, vu sa proximité avec les pays voisins tel que la Mauritanie et le Mali. Ce vaste territoire est touché directement par les interactions et évolutions qui affectent le Sahel. Il est situé en périphérie de l'espace précolonial wolof et depuis longtemps lié au monde islamique. De cette région sont issus les premiers leaders religieux du Sénégal qui ont initié les premières confréries du pays tel que Qadiriyya et Tijaniyya. La progression des modèles religieux avec la montée de courants non confrériques comme le salafisme et le wahhabisme y ont laissé leurs traces.

Cette étude est la première de son genre dans cette zone, rassemblant des analyses profondes de données quantitatives et qualitatives gagnées sur le terrain, tout en documentant les nouvelles dynamiques mais aussi les enjeux transfrontaliers et des interactions avec les pays voisins comme la Mauritanie ou le Mali. Les perceptions des populations locales sur l'évolution socioreligieuse en rapport avec le contexte de crise politico-sécuritaire au Sahel ont été tenues en compte.

L'étude se concentre sur la région Moyenne Vallée du fleuve – notamment les régions de Matam et Tambacounda - directement connectées à deux wilâya mauritanienne de Gorgol et de Guidimakha, mais aussi à Kayes au Mali. Ceci a permis de traiter de la question de la transnationalité et également de mesurer l'impact de la diversité sociolinguistique (Pulaar et Soninkés) sur les interactions religieuses. Par ce, les rapports aux confréries mais aussi aux mouvements de l'islam réformiste dans les régions périphériques ont pu être analysés.

Les conclusions et les recommandations se confirment une fois de plus. Surtout la lutte contre la pauvreté, entre autre causée par le chômage, le désenclavement, la création de conditions

favorables à un développement durable, la sécurisation des zones en danger en intégrant toutes les autorités sur place, une compréhension profonde des causes et une attitude de conscience, de responsabilité et d'inclusion de toutes les personnes et structures concernées, sont les instruments à mettre en place, pour n'en nommer que quelques-uns. Le défi consiste à en venir à des solutions préventives plutôt qu'à une lutte qui rarement peut être gagnée sans investissements et surtout sans pertes majeures.

La Fondation Konrad Adenauer remercie vivement l'équipe du Timbuktu Institute qui une fois de plus a réussi à fournir des données pour une région peu connue. Nous remercions également tous nos partenaires de notre réseau pour leur contribution à la réalisation de cette étude.

À présent, nous souhaitons à tous une bonne lecture et une prise de conscience des recommandations effectués pour une meilleure compréhension des enjeux sécuritaires.

Introduction générale

Géographiquement située en région périphérique et ayant donné au Sénégal ses premières figures religieuses, la Moyenne-vallée du Sénégal n'est pas en dehors des dynamiques marquant les sociétés sahéliennes. Elle présente la particularité d'être le berceau des premières confréries du pays (Qadiriyya et Tijaniyya) tout en ressentant, progressivement, la dynamique générale de la diversification des modèles religieux avec la montée de courants non confrériques (salafisme, wahhabisme). Cette évolution des dynamiques socio-religieuses est, souvent, évoquée de manière parcellaire dans le cadre du traitement de faits divers dans la presse. Elle n'a fait l'objet d'études récentes et approfondies partant d'analyses de données quantitatives et qualitatives documentant les nouvelles dynamiques, les enjeux de la transfrontalité et les interactions avec les pays voisins comme la Mauritanie ou le Mali.

Elle a été pendant longtemps étudiée sous l'angle de la transnationalité et de l'impact de la diversité sociolinguistique sur les interactions religieuses et le rapport aux confréries mais aussi aux mouvements de l'islam réformiste dans le cadre de l'évolution générale des régions périphériques. Les recherches effectuées dans la vallée du fleuve Sénégal se sont plus accentuées sur les dynamiques socio-économiques et migratoires ainsi que les problèmes liés aux enjeux agricoles et fonciers. Pourtant, terre d'une longue histoire religieuse et de brassages socioculturels, vu sa contiguïté avec la Mauritanie voisine et le Mali, ce vaste territoire vit au rythme des interactions et évolutions qui affectent d'autres parties du Sahel. C'est dans ce cadre et pour répondre à un besoin réel de connaissances nouvelles sur cette zone que la présente recherche est menée sur le thème : « **CRISE SAHÉLIENNE ET NOUVELLES DYNAMIQUES SOCIO RELIGIEUSES DANS LA MOYENNE VALLÉE DU FLEUVE SÉNÉGAL** ».

Objectif général

Ce projet vise à mener une étude de terrain sur ce vaste espace (la moyenne vallée du fleuve Sénégal) avec l'objectif de déceler les dynamiques mais aussi recueillir les

perceptions des populations locales sur l'évolution socioreligieuse en rapport avec le contexte de crise politico-sécuritaire au Sahel.

Objectifs spécifiques

- ❖ Analyser les nouvelles dynamiques socio-économiques et religieuses dans les zones de la moyenne vallée du fleuve Sénégal ;
- ❖ Étudier le contexte sécuritaire et les réponses des forces de défense et de

- sécurité dans le cadre de la lutte contre le terrorisme ;
- ❖ Appréhender la résilience des populations locales par rapport à la menace terroriste dans les zones frontalières.

Questionnements de base :

Les questionnements qui guident la conduite de cette étude s'établissent comme suit :

- Les forces de défense et de sécurité sont-elles assez outillées pour faire face à la menace terroriste ?

- Malgré les vulnérabilités socio-économiques, les populations de la moyenne vallée présentent-elles des caractéristiques ou des spécificités pouvant contribuer à la résilience face aux menaces et à l'extrémisme violent ?

Méthodologie adoptée

Dans le cadre de cette enquête, la méthodologie mixte a été privilégiée pour recueillir des données variées. En effet, l'approche qualitative a pour but de compléter l'approche quantitative afin d'expliquer le phénomène dans toute sa

complexité. Cette méthode permet d'appréhender une problématique multidimensionnelle dans une même étude et de dresser un tableau assez complet de la situation sur le terrain.

Type d'étude

La démarche trilogique mixte est adoptée dans le cadre de cette étude à savoir : le qualitatif, le quantitatif et le participatif. Ainsi, dans la partie quantitative, 855 individus ont été interrogés à l'aide d'un questionnaire de 47 questions sur les thématiques suivantes :

- Les canaux d'informations ;
- Les dynamiques socio-économiques ;
- Les dynamiques religieuses ;
- Le contexte sécuritaire ;
- Les forces de défense et de sécurité face à la menace terroriste ;
- Les attitudes par rapport aux menaces et la lutte contre le terrorisme.

Parallèlement, un guide d'entretien a été élaboré pour compléter les données quantitatives. Dans le cadre des entretiens qualitatifs de cette étude préliminaire, 24 personnes ressources ont été sondées, des politiques, des fonctionnaires de l'État, des chefs religieux et coutumiers, des agents des forces de défense et de sécurité, des journalistes, des sociologues, des jeunes, des femmes, etc. Elles ont largement livré leurs opinions sur les thématiques liées aux enjeux socio-économiques et socioreligieux dans les zones de la moyenne vallée du fleuve.

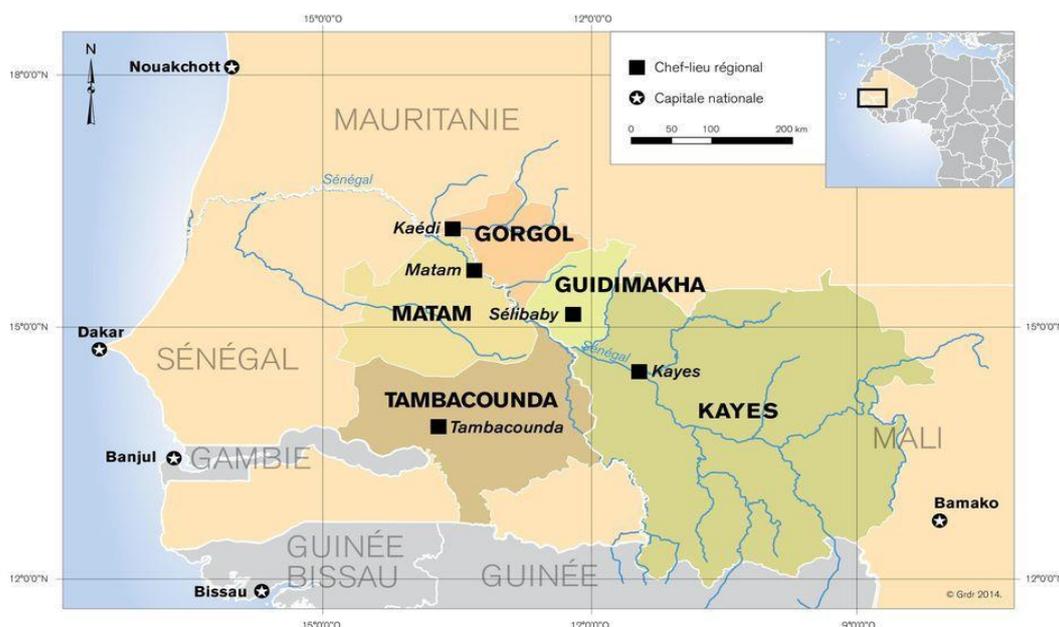
L'enquête proprement dite s'est déroulée entre août et septembre 2021 avec l'utilisation de téléphones et tablettes connectés au serveur central de Kobotoolbox au Timbuktu Institute.

Zones géographiques de l'étude

L'étude se focalise plus sur les régions de Matam et Tambacounda, directement connectées à deux wilâya mauritaniennes de Gorgol et de Guidimakha mais aussi à Kayes au Mali (voir carte ci-après). Une zone à

l'intersection de trois pays que lie un continuum socioculturel et historique avec ses incidences sur la transnationalité des phénomènes et des acteurs.

14 LA MOYENNE VALLEE DU FLEUVE SENEGAL CENTRES ET PERIPHERIES



La Moyenne Vallée du Fleuve Sénégal

2

Processus d'échantillonnage

L'enquête se déroule dans les zones de la moyenne vallée du fleuve Sénégal, dans les zones frontalières avec la Mauritanie (Matam) et le Mali (Tambacounda). Le processus scientifique d'échantillonnage comprend les étapes ci-dessous :

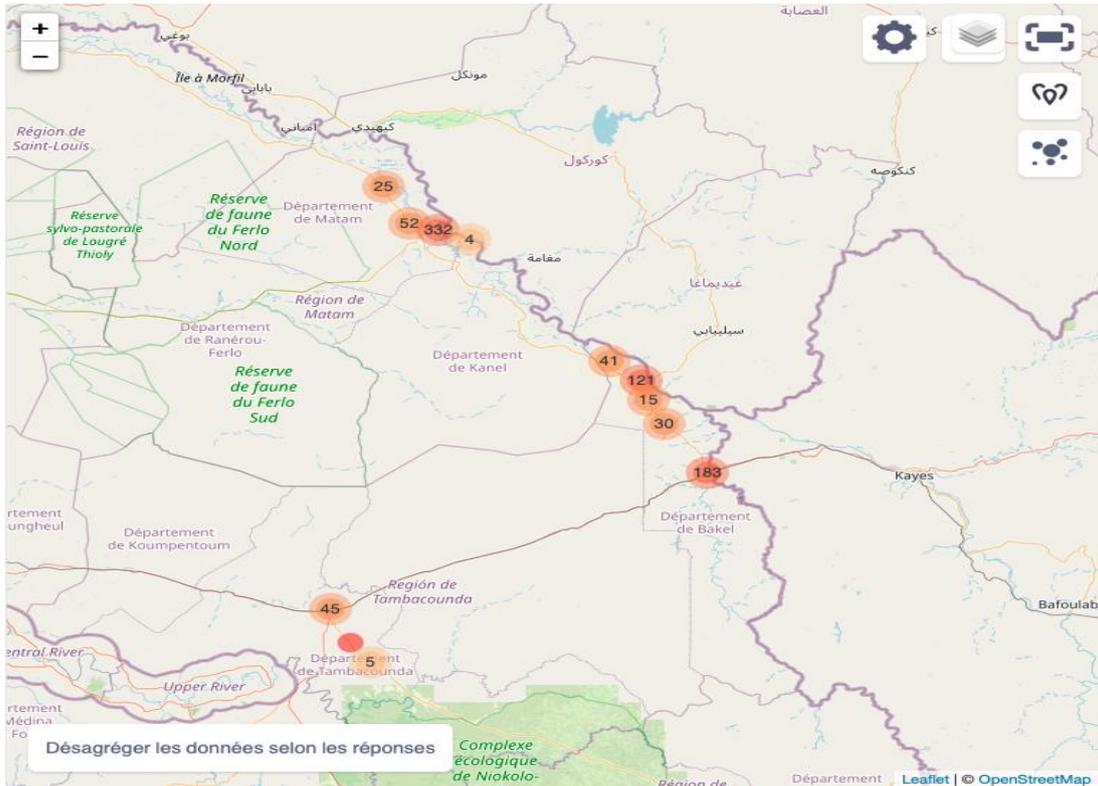
▪ Définition de la population

La définition de la population renvoie principalement aux caractéristiques, à l'emplacement géographique ainsi qu'aux unités statistiques. Dans le cadre de notre

étude, la population ciblée comprend l'ensemble des individus, femmes et hommes âgés de plus de 18 ans, habitant les départements de Matam et de Bakel (Tambacounda). La région de Matam abrite 732 863 habitants, soit 4,4% de la population totale du Sénégal et la région de Tambacounda comporte 872 155 habitants, soit 5,2%³.

² https://www.pdfprof.com/PDF_Image.php?id=52124&t=16

³ Source : ANSD, Projections démographiques, 2020



5

- **Choix d'une méthode d'échantillonnage**

La méthodologie d'échantillonnage utilisée dans le cadre de cette enquête est la méthode aléatoire stratifiée. Celle-ci permet d'avoir plus de précision et de robustesse dans la collecte des données, et, ainsi, éviter les biais de sélection. C'est une méthode probabiliste qui divise la population en différents groupes homogènes appelés

strates. Ici, nous avons l'âge réparti en 18-34 ans, 35-64 ans et 65 ans et plus, le sexe (Homme/Femme) et la zone d'habitation (Rural/Urban).

⇒ **Détermination de la taille de l'échantillon pour un niveau de confiance de 95%**

- $z = 1.96$

$$n = z^2 \times p(1-p) / m^2$$

⁵ Carte générée à partir de la plateforme Kobotoolbox

La taille optimale de l'échantillon est estimée à 855 réparties comme suit :

Région	Femme			Total Femme	Homme			Total Homme	Total général
	18-34 ans	35- 64 ans	65 ans et plus		18-34 ans	35-64 ans	65 ans et plus		
Matam	94	81	25	200	119	75	20	214	414
Tambacounda	110	74	5	189	133	101	18	252	441
Total	204	155	30	389	252	176	38	466	855

Tableau 2 : Répartition de l'échantillon suivant le sexe et l'âge

La taille optimale de l'échantillon à 5% près est de 385. Partant du postulat que *"plus l'échantillon est grand, plus il est représentatif"*, nous avons opté pour un grand échantillon réparti selon les strates âge, sexe et zone d'habitation.

Collecte de données

Nous avons mobilisé 40 enquêteurs locaux parlant les langues des terroirs dans lesquels ils ont été déployés, 2 superviseurs et un contrôleur, formés par l'équipe sur les techniques d'enquête et sur l'utilisation de la plateforme Kobotoolbox⁶.

En effet, cette plateforme permet de collecter des données synchronisées à temps réel et de pouvoir effectuer des traitements, analyses et interprétations sous Excel. Avec la pandémie, des mesures ont été prises par les enquêteurs sur le respect des gestes barrières, entre autres le port systématique

de masque et l'usage du gel hydro alcoolique. En ce qui concerne les données qualitatives, des acteurs du secteur sont ciblés pour recueillir leurs avis sur les questions.

Protocole d'éthique

Les enquêteurs sont tenus scrupuleusement de respecter la confidentialité dans la collecte des données. En ce qui concerne le traitement aussi, l'équipe veille minutieusement à la déontologie. Les données à caractère personnel ne sont pas renseignées ou ne sont pas systématiquement diffusées au même titre que les informations sur la religion, l'ethnie, la confrérie et certains résultats jugés très sensibles ne sont pas publiés.

Période de déroulement du projet

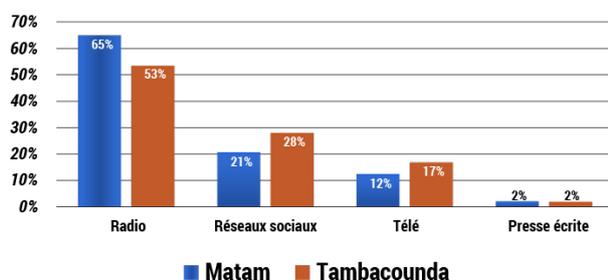
Le projet a été exécuté sur une période de 6 mois allant de Juin à Décembre 2021.

⁶ Kobotoolbox est une plateforme de collecte de données via Internet permettant d'interroger et de localiser jusqu'à 10000

personnes, recueillir et synchroniser les données à temps réel et faciliter le traitement.

Partie I Canaux d'information ou comment les populations de la Moyenne-vallée s'informent-elles ?

SOURCE D'INFORMATION



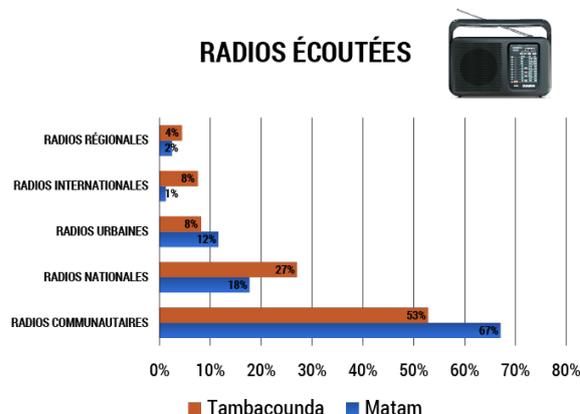
Graphique 1 : Source d'information

À la question sur la source d'information des populations de ces zones frontalières, **la radio est écoutée par près de trois-quarts de la population interrogée** et reste un puissant canal d'information à Matam et à Tambacounda avec respectivement 65% et 53% des audiences malgré l'utilisation des **réseaux sociaux qui constituent une source incontournable d'informations**.

Depuis 1994 avec l'apparition des chaînes radios privées comme Sud fm et Walf fm, la radio est de plus en plus prisée par les Sénégalais pour avoir des informations fiables à temps réel. Dans les zones rurales, avec le difficile accès à l'électricité et à Internet, les populations font de plus en plus recours à la radio pour s'informer. Un sondage du Conseil National de Régulation de l'Audiovisuel (CNRA) de 2013⁷ fait un décompte de 73 chaînes de radio avec des taux de pénétration à l'ordre de 60%, mais seules trois (3) couvrent l'ensemble du territoire, dont deux chaînes de service public.

⁷ <http://www.cnra.sn/do/category/dossier/sondage-etudes/>

RADIOS ÉCOUTÉES



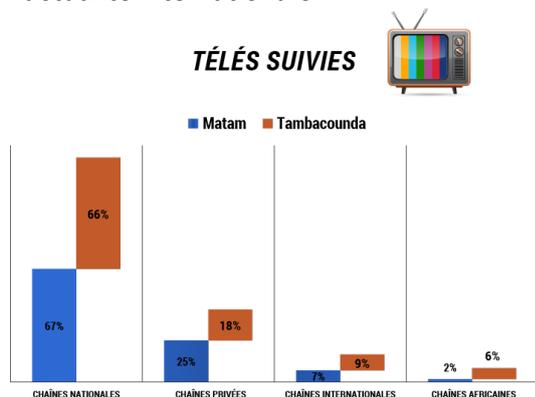
Graphique 2 : Radios écoutées

Les radios communautaires ont fait une large percée et caracolent en tête des stations écoutées dans les deux régions de la Moyenne-Vallée.

Peu de chaînes de radio couvrent l'ensemble du territoire national, ce qui fait une forte présence des radios communautaires dans l'espace médiatique du pays ; le CNRA en dénombre 57 toujours dans le même rapport de 2013. Cette tendance vient confirmer les résultats selon lesquels les populations de Matam (53%) et de Tambacounda (67%) écoutent plus les radios communautaires. En effet, ces radios communautaires attirent plus de personnes du fait qu'elles diffusent les informations en langues du terroir et traitent de leurs préoccupations.

Par ailleurs, les radios nationales sont aussi écoutées par les habitants de Tambacounda

(27%) et ceux de Matam (18%). En outre, les résultats montrent que les populations de ces zones n'écoutent presque pas les radios régionales et internationales, ce qui explique le fait qu'elles soient peu informées de l'actualité internationale.

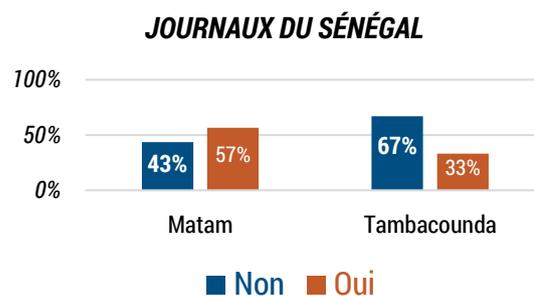


Graphique 3 : Télévisions suivies

L'espace médiatique sénégalais s'est démocratisé depuis les années 90, d'où un large choix de radios, télévisions et quotidiens privés d'informations générales et sportives avec une liberté de tons qui montre le dynamisme de la démocratie au Sénégal. A côté de ces médias privés, il existe les médias gouvernementaux qui ont pour mission entre autres de vulgariser l'action gouvernementale.

En ce qui concerne la télévision, cette enquête montre qu'à Matam (67%) et à Tambacounda (66%) les **populations suivent plus les chaînes nationales**. La RTS, chaîne

publique largement diffusée, assure une couverture nationale.

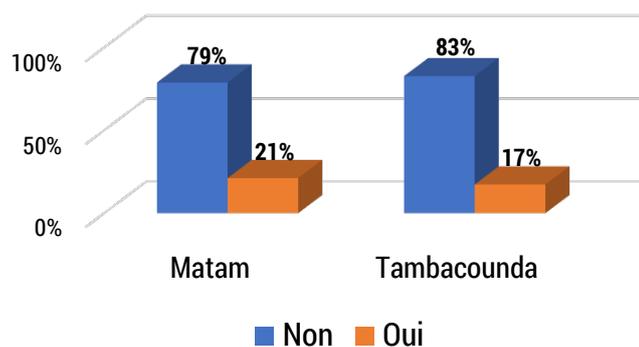


Graphique 4 : Journaux du pays

Le Sénégal fait partie des premiers pays en Afrique où la liberté de presse est garantie par la Constitution. Depuis 2001, le régime libéral a renforcé les droits des acteurs des médias. Un classement mondial de *Reporters Sans Frontières* place le pays au 49ème rang du classement en termes de liberté de presse en 2021⁸, sachant que la presse écrite y a joué un rôle capital. Le Sénégal dénombre environ une vingtaine de journaux très variés ainsi que des hebdomadaires et des mensuels. Cependant, il faut noter l'accès difficile de ces journaux dans les autres régions du pays, surtout les plus reculées. Le tableau ci-dessus montre que 57% des enquêtés de Matam reçoivent des journaux du Sénégal contre 33% seulement à Tambacounda. Cela pose le **problème de l'accessibilité de la presse écrite dans certaines régions du pays**.

⁸ <https://rsf.org/fr/senegal>

JOURNAUX DES PAYS VOISINS



Graphique 5 : Journaux des pays voisins

En ce qui concerne les journaux des pays voisins, ils ne sont reçus en moyenne que par 19% des personnes interrogées dans les deux régions mais l'internet est en train de rompre avec cette tradition. Partout où vous vous situez, l'accès aux médias des autres pays devient quasi systématiquement possible.

Afin de recueillir des informations concernant l'actualité des pays voisins, les populations ont plus recours à la presse en ligne avec une pléthore de sites d'informations en Mauritanie et au Mali.

Partie II Dynamiques socio-économiques : Entre pastoralisme et vulnérabilités

Les régions de Tambacounda et de Matam, objets de cette présente étude, sont des **zones agro-sylvo-pastorales du Sénégal avec un fort potentiel en terres arables et en eau** surtout avec le fleuve Sénégal qui les traverse. C'est pourquoi, l'agriculture et l'élevage intensif y sont pratiqués en fonction des saisons. Néanmoins, des difficultés liées à la qualité des sols et à la disponibilité de forages existent. La zone sylvo-pastorale du Ferlo est caractérisée par un certain nombre de vulnérabilités relatives à la nature des écosystèmes sahéliens, à la pauvreté, à l'érosion ainsi qu'à la disponibilité des ressources naturelles très tributaires aux conditions climatiques⁹.

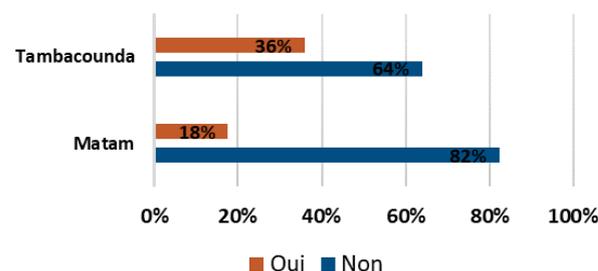
À ces problèmes, il faut ajouter celui de l'accessibilité à l'alimentation du bétail surtout en saison sèche, ce qui augmente davantage les vulnérabilités dans ces deux zones pauvres du Sénégal.

D'ailleurs, pour pallier le **manque criard d'infrastructures** dans ces zones reculées du pays, le gouvernement sénégalais met en œuvre un programme dénommé « Promovilles » en vue de réduire le gap existant entre zones rurales et zones urbaines et doter ces zones frontalières d'infrastructures sociales. Au niveau socio-

économique, le programme se justifie pleinement par la **nécessité de réduire les inégalités en matière d'accès aux infrastructures routières et d'assainissement entre les centres urbains et la vulnérabilité de ces zones confrontées aux phénomènes du changement climatique, notamment les inondations**¹⁰.

Notre étude s'est interrogée sur l'existence de **vulnérabilités socio-économiques pouvant exposer les citoyens ou causer des conflits**, interrogation à laquelle 36% répondent par l'affirmative à Tambacounda contre 18% à Matam.

VULNÉRABILITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES



Graphique 6 : Vulnérabilités socio-économiques

Sur le plan socio-économique, les chiffres laissent apparaître que **les populations de la région de Tambacounda sont plus vulnérables que celles de Matam en termes d'accès aux services sociaux de base**.

En outre, les résultats de la dernière enquête sur la pauvreté des ménages montrent **une insécurité alimentaire existante qui affecte les régions les plus pauvres à savoir Kolda, Kédougou, Sédhiou, Tambacounda et Matam**¹¹.

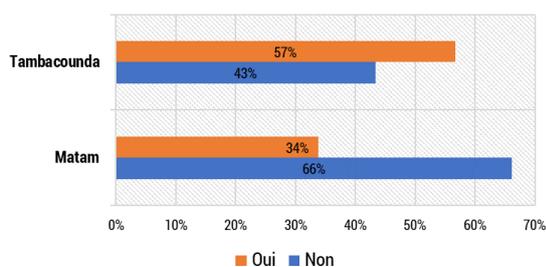
Les zones concernées par notre étude font donc partie des régions les plus pauvres du pays avec leur lot de difficultés structurelles.

⁹ <https://www.geres.eu/wp-content/uploads/2019/10/atlas-geres-climterr-web.pdf>

¹⁰ <https://sec.gouv.sn/programme-de-modernisation-des-villes-promovilles>

¹¹ <https://www.ansd.sn/ressources/publications/Rapport-final-EHCVM-vf-Senegal.pdf>

DISTRIBUTION ÉQUITABLE DES TERRES



Graphique 10 : Distribution équitable des terres

En ce qui concerne le problème de la distribution des terres, il est diversement apprécié ; la majorité des habitants de Tambacounda estiment que cette distribution est équitable (57%) tandis que du côté de Matam, la plupart (environ le tiers) affirme que cette distribution n'est pas équitable (66%). D'après Ousmane Bâ, point focal du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) à Matam, **"Si on ne fait pas attention, le problème du foncier risque d'être une source de conflits. Actuellement, les habitants de la 11e région du pays rencontrent des problèmes pour trouver où cultiver ou bien où habiter"**¹⁷.

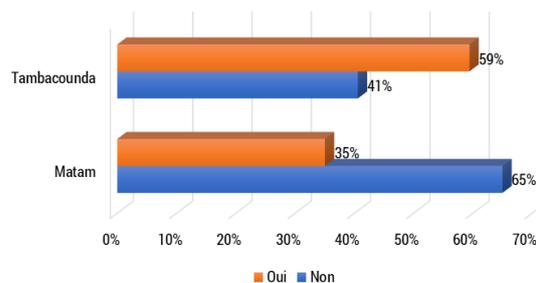
Cette question est devenue source de conflits et d'instabilité pour les populations. La zone est de plus en plus confrontée à des difficultés d'accès aux terres de manière suffisante pour exercer convenablement des activités agricoles ou d'élevage.

De ce fait, beaucoup traversent ainsi la frontière dans le but de trouver du travail en Mauritanie ou au Mali.

On voit pointer **différents problèmes liés à la terre, aux espaces de pastoralisme dans cette région qui a connu l'un des conflits transfrontaliers les plus violents entre populations de part et d'autre du fleuve.**

¹⁷ <https://landportal.org/fr/news/2017/05/matam-ousmane-ba-alerte-sur-le-probleme-daccès-au-foncier>

Activités dans les pays frontaliers



Graphique 11 : Activités dans les pays frontaliers

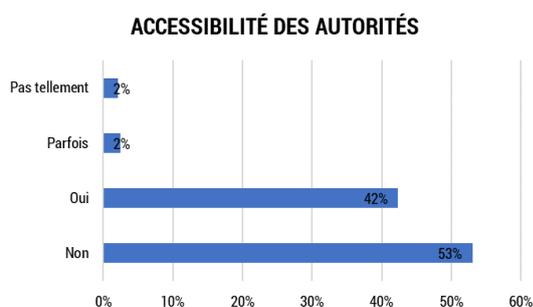
D'après les résultats de l'étude, à la question de savoir si elles exercent ou non une activité dans les pays frontaliers (Mali et Mauritanie), les personnes interrogées répondent par l'affirmative à Tambacounda (59%), donc en majorité et par la négative à 65% à Matam. **Les Sénégalais de cette zone sont très présents à Rosso (Mauritanie) et à Kayes (Mali) entre autres pour des activités génératrices de revenus.**

Il se pose ainsi le problème de la porosité des frontières et de tous les trafics qui peuvent en découler.

Cette zone présente de nombreux risques en termes de conflits liés au pastoralisme, au foncier et aux ressources.

Interrogée sur cette question, une autorité administrative nous a confié, qu'en termes de risques de conflits et d'infiltrations, elle « *parie plus sur le Mali où il y'a plus d'entrées et de sortie, la situation est plus tendue là-bas aussi. Bien que La Mauritanie soit un État islamique, il n'y a presque pas de conflits dans le pays. Par contre la situation du Mali est très alarmante, c'est un pays sans gouvernement et les terroristes profitent de ses instabilités.* ».

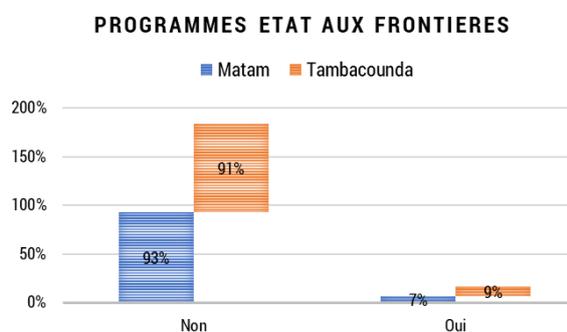
Des autorités administratives peu accessibles : l'Etat « lointain » dans une zone à risques ?



Graphique 12 : Accessibilité des autorités politiques et administratives

Les autorités politiques et administratives ne sont pas très accessibles pour la majorité des personnes interrogées à Matam (53%). Par contre, à Tambacounda, 42% pensent que les autorités sont accessibles. **Les populations ont même des difficultés pour être reçues par les autorités locales, qu’elles soient politiques ou administratives. Ce qui pose un réel problème de proximité et de confiance entre l’administration et les administrés.** Pourtant, au Sénégal, les autorités actuelles, au niveau central, communiquent beaucoup sur le fait d’avoir mis sur pied des programmes spécifiquement pour aider ces zones défavorisées.

Des programmes de désenclavement peu connus des populations : déficit de communication efficace ?



Graphique 13 : Programme de l’État pour les zones frontalières

Depuis quelques années, des programmes ont été dédiés spécifiquement pour le développement des régions frontalières du Sénégal. Il s’agit principalement du Programme d’Urgence de Développement Communautaire (PUDC) et du Programme d’Urgence de Modernisation des Axes et Territoires frontaliers (PUMA). Le premier vise à contribuer à l’amélioration de l’accès des populations rurales aux services sociaux de base à travers la mise en place d’infrastructures socio-économiques¹⁸. En d’autres termes, ce programme a pour objectif de favoriser l’accès aux infrastructures et aux moyens de production dans les zones rurales.

Le second programme, quant à lui, cible dix régions administratives du Sénégal frontalières avec les cinq pays limitrophes du Sénégal. Ses composantes principales sont le désenclavement, le développement durable et la sécurité frontalière¹⁹. Paradoxalement, **l’écrasante majorité des personnes interrogées (92% en moyenne) ignorent ces programmes.** Pour ceux qui les connaissent, ils citent généralement comme réalisations les routes, l’aménagement des terres, l’eau, l’électrification, les hôpitaux et les écoles principalement. La construction des routes dans ces zones participe au désenclavement qui accompagne les efforts de développement et le communiqué du Conseil des ministres du 16 juin 2021 y revient en ces termes « *Sur la nécessité de poursuivre le programme de désenclavement et de développement durable des zones frontalières, le Chef de l’État rappelle, au Gouvernement, la priorité qu’il accorde à l’épanouissement des populations des zones frontalières à travers la réalisation soutenue d’infrastructures sociales de base.* » .

¹⁸ <https://www.sec.gouv.sn/programme-d-urgence-de-developpement-communautaire-pudc>

¹⁹ <https://www.puma.sn>

En dépit des événements qui ont émaillé leur histoire commune, comme la **fin houleuse de la fédération du Mali et les événements de 1989 en Mauritanie**, les relations d'amitié sont jugées bonnes dans l'ensemble. En ce qui concerne les populations entre elles, **des heurts sont souvent notés de part et d'autre**. A titre d'exemple, un camion malien et un taxi ont fait une collusion le 15 août 2021, sur le corridor Dakar-Bamako, à hauteur de Kaolack au centre du Sénégal, ayant entraîné la mort d'une personne.

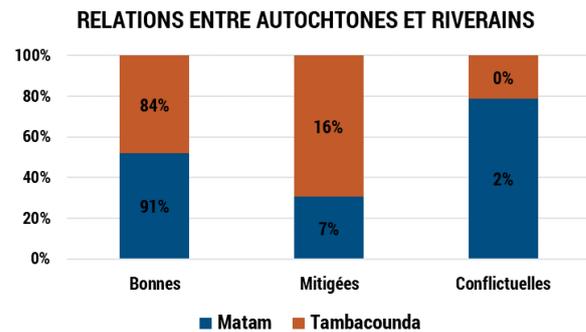
Des représailles ont aussi eu lieu d'abord sur place avec des saccages de camions citernes maliens et des maliens se sont pris à des camions sénégalais en réponse aux actes de violence ainsi posés²⁰. Les autorités des deux pays « amis » ont par la suite appelé au calme pour que la situation revienne à la normale.

S'agissant de la Mauritanie aussi, des tensions surviennent fréquemment surtout entre les pêcheurs sénégalais et les garde-côtes mauritaniens. D'ailleurs, en février 2021, des pêcheurs de Saint-Louis au nord du Sénégal ont manifesté de manière véhémente pour ainsi réclamer « *plus d'accès* » dans les côtes mauritaniennes²¹. Les deux présidents se sont d'ailleurs entretenus dans le but de signer plusieurs accords de coopération bilatérale notamment en matière de pêche et de sécurité. Dans un tweet, le président Macky Sall annonçait : « *Ensemble, nous voulons élargir et consolider les relations historiques d'amitié, de fraternité et de bon voisinage entre nos deux pays* ».

²⁰ <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/sénégal-des-transporteurs-maliens-pris-pour-cible-après-un-accident-à-kaolack/2336379>

²¹ <https://www.senectat.sn/senegal-et-mauritanie-signent-des-accords-de-cooperation/>

Des rapports transfrontaliers complexes



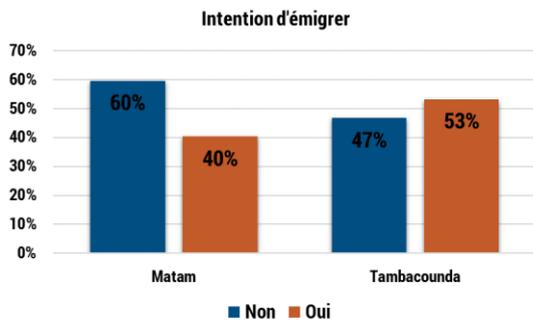
Graphique 16 : Nature des relations entre les habitants de la frontière et leurs voisins

Les résultats de l'étude montrent des tendances rassurantes sur le rapport de bon voisinage entre les habitants de la zone frontalière et ceux des pays voisins. Les relations sont bonnes pour l'écrasante majorité des personnes interrogées (84% à Tambacounda et 91% à Matam). En ce qui concerne la migration, le Sénégal occupait la 10^{ème} place des pays de départ des migrants qui arrivaient en Europe par l'espace maritime²². Ce qui veut dire que le Sénégal demeure un pays de migration depuis les années 2005-2006 où il y a eu des vagues de jeunes qui prenaient la pirogue pour rejoindre l'hexagone. D'après une étude sur la migration des Sénégalais, 2000 migrants de retour ont été interrogés venant des trois pays de migration principalement la France, l'Italie et l'Espagne. Les principaux facteurs sont la forte demande de main-d'œuvre en Europe, l'insécurité économique et les faibles revenus des populations²³.

Intentions migratoires plus affirmées dans la région de Tambacounda

²² <https://theconversation.com/nous-avons-demande-a-des-migrants-senegalais-pourquoi-ils-quittent-leur-pays-voici-leurs-reponses-163367>

²³ <https://theconversation.com/nous-avons-demande-a-des-migrants-senegalais-pourquoi-ils-quittent-leur-pays-voici-leurs-reponses-163367>

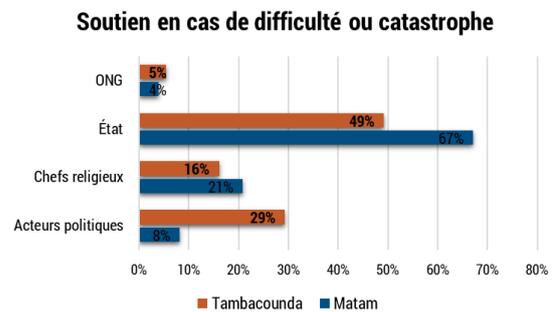


Graphique 17 : Intention des populations à émigrer

Les résultats de l'étude montrent nettement que **les populations de Tambacounda ont plus l'intention d'émigrer que celles de Matam (53% contre 40%)**.

D'ailleurs, Kidira reste un des principaux lieux de passage pour la migration vers le reste de l'Afrique subsaharienne pour transiter vers le Maghreb.

De forts attentes : l'Etat et les acteurs politiques...avant les religieux et les ONG

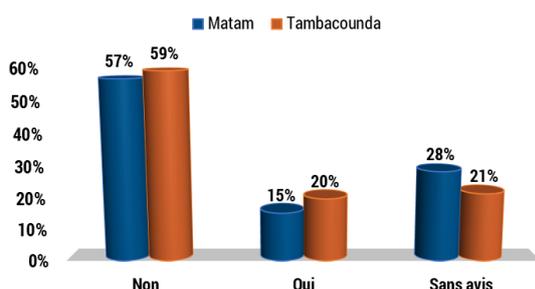


Graphique 18 : Soutien en cas de difficulté ou catastrophe

D'après le graphique ci-dessus, en cas de difficulté ou catastrophe naturelle, les populations préfèrent se référer à l'État en premier avant les chefs religieux et les acteurs politiques. En effet, 67% de matamois et 49% de tambacoundois sont dans cette configuration.

Partie III Dynamiques socioreligieuses dans un contexte régional en mutation

CHANGEMENTS DANS L'ENSEIGNEMENT RELIGIEUX



Graphique 19 : Changements dans l'enseignement religieux

Forte demande de prise en compte et soutien de l'enseignement religieux

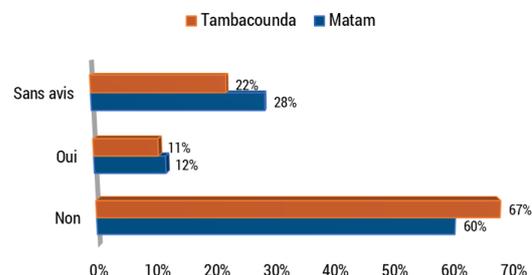
Le Sénégal est un État laïc avec une écrasante majorité de musulmans (environ 95%). Il existe une dualité entre les deux systèmes éducatifs, francophone et arabe. Les acteurs de l'enseignement religieux fustigent le manque de volonté politique d'accompagnement de l'Etat au même titre que l'école française. Ce qui fait persister un sentiment d'exclusion et de marginalisation des jeunes scolarisés dans les écoles religieuses et dans le système dit « arabo-islamique »²⁴. Il y a eu des évolutions dans ce système au fil des années et dans certaines écoles implantées, il y a des changements dans les contenus. Les données collectées montrent que les populations n'ont pas remarqué en majorité des changements dans

²⁴ <http://timbuktu-institute.org/images/Radicalisation-Zones-frontalieres-Senegal-Mauritanie.pdf>

l'enseignement religieux à Matam et à Tambacounda respectivement 57% et 59%.

Évolution et mutations des pratiques religieuses : une spécificité qui perdure ?

CHANGEMENTS DANS LES PRATIQUES RELIGIEUSES



Graphique 20 : Changements dans les pratiques religieuses

Concernant les pratiques religieuses, il n'y a pas non plus de changement à en croire 60% d'habitants de Matam et 67% de Tambacounda même s'il n'existe pas de changement dans les pratiques religieuses. En fait, la région de Matam se différencie de Tambacounda par la présence confrérique plus importante notamment de la Tijaniyya omarienne.

Toutefois, la Moyenne-vallée n'est pas indemne des dernières évolutions en termes de diversification progressive de l'offre religieuse musulmane avec l'arrivée des courants réformistes, bien que cette zone ne soit pas aussi impactée par la présence confrérique par rapport au Centre du pays. Néanmoins, au cours d'un entretien réalisé, un fait a attiré notre attention. Les populations ont alerté les autorités qui sont intervenues dans une mosquée pour régler un différend opposant un habitant de la localité revenu d'un pays de la sous-région et qui remettait en cause les pratiques de ses coreligionnaires.

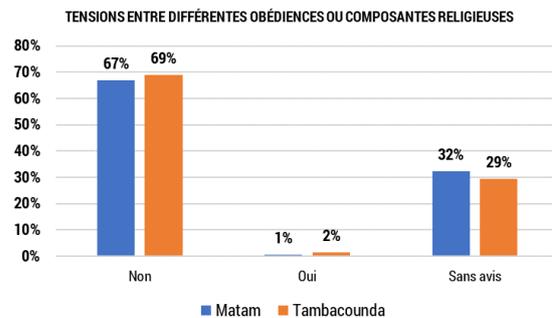
La vallée est-elle impactée par les tensions intra-religieuses du reste du pays ?

Au Sénégal, il a été noté quelques tensions religieuses mineures qui ont tenu en haleine l'espace médiatique et l'opinion publique, du fait de certains événements qui se sont déroulés. Par exemple, en 2019, à l'Institution Sainte Jeanne d'Arc²⁵, une élève voilée a été interdite d'accès à l'établissement et cela avait suscité de fortes tensions qui avaient nécessité l'intervention du Vatican.

En 2021, Un autre fait a entraîné, cette fois-ci de la violence, à Diohine²⁶, un village situé dans la sous-préfecture de Tattaguine (Fatick, au centre ouest du pays), à 140 km de Dakar, la parade d'un marabout local s'est terminée en bagarre entre les disciples de ce dernier et plusieurs jeunes de confession chrétienne. Ces derniers accusent le marabout de saper la bonne cohésion sociale dans ce village à majorité chrétienne à travers ses prêches incendiaires envers les chrétiens et son exubérance.

Plus tôt en 2011, des émeutes ont conduit à des saccages d'églises protestantes à Dakar²⁷ et certaines autorités religieuses ont condamné ces pratiques et appelé à la tolérance.

Toutefois, il faut dire que globalement, ces événements restent mineurs et circonscrits dans une localité et les acteurs de ces écarts sont vite rappelés à l'ordre par les autorités religieuses et ou coutumières.



Graphique 21 : Tensions entre différentes obédiences ou composantes religieuses

Le Sénégal a toujours été décrit comme un havre de paix et de coexistence pacifique entre les différentes tendances religieuses.

Il existe une diversité religieuse avec une majorité de musulmans à côté des autres religions. Néanmoins, cette entente parfaite est parfois entachée de heurts considérés comme des épiphénomènes mais qui peuvent, si on n'y prend pas garde, dégénérer et prendre une allure non souhaitée.

À la question de savoir s'il y a des tensions entre différentes obédiences ou composantes religieuses, 68% en moyenne répondent par la négative (67% à Matam et 69% à Tambacounda). Ce qui pourrait confirmer globalement la cohésion et le climat social apaisé qui existent entre les différentes composantes religieuses du pays même si des cas isolés viennent perturber la quiétude religieuse.

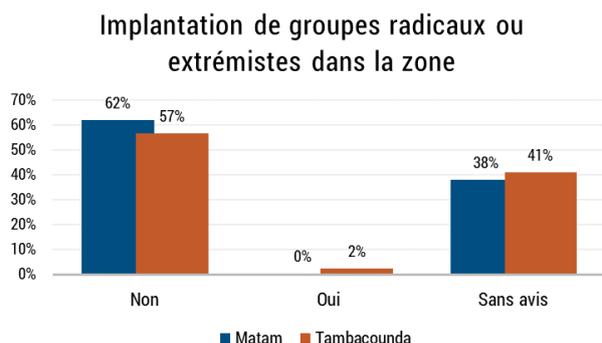
L'une des explications est le fait que **les tensions intra-religieuses dans le reste du pays opposent le plus souvent courants confrériques et acteurs réformistes (salafistes, wahhabites) alors que l'Est du Sénégal se caractérise par une faible appartenance confrérique.**

²⁵ <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190919-senegal-fin-polemique-port-voile-lycee-jeanne-arc>

²⁶ https://www.pressafrik.com/Diohine-un-marabout-et-ses-talibes-sur-le-point-d-instaurer-une-guerre-de-religion-le-feu-couve-dangereusement_a230649.html

²⁷ <https://fr.allafrica.com/stories/201107061010.html>

De l'implantation de groupes radicaux ou extrémistes :

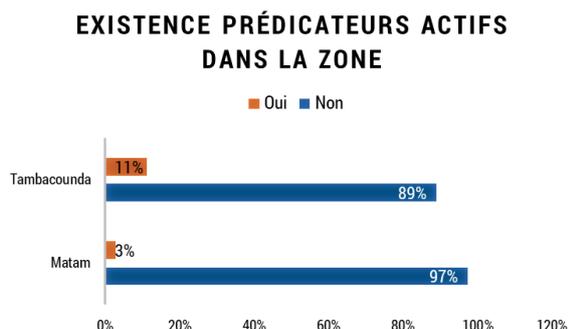


Graphique 22 : Implantation des groupes radicaux ou extrémistes dans la zone

Le Sénégal est jusqu'ici épargné de l'action de groupes radicaux ou extrémistes comparée à la plupart des pays sahéliens. Cependant, deux pays frontaliers, la Mauritanie et le Mali sont membres du G5 Sahel, pays touchés par le phénomène.

Les données du terrain montrent que les habitants estiment que ces groupes ne sont pas implantés (62% à Matam et 57% à Tambacounda) dans la zone.

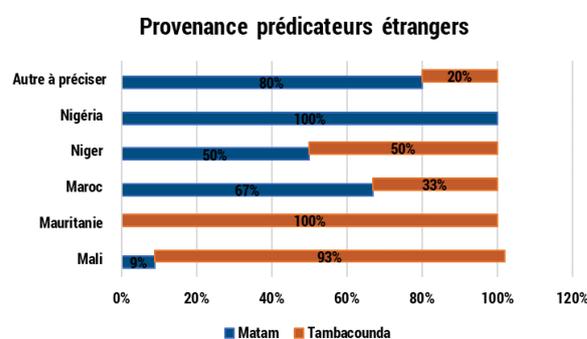
Par ailleurs, **plus du tiers n'ont aucun avis sur la présence ou non de ces groupes dans les zones frontalières** précitées. Toutefois, les autorités ont mis en place un **dispositif militaire de riposte avec le Groupement d'actions rapide de surveillance et d'intervention** qui patrouille le long des frontières pour faire face aux menaces.



Graphique 23 : Existence de prédicateurs actifs dans la zone

L'écrasante majorité des personnes interrogées, affirme qu'il n'existe pas de prédicateurs actifs dans la zone (97% à Matam et 89% à Tambacounda).

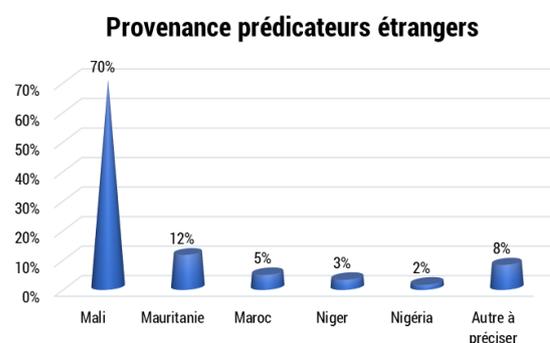
D'où pourraient venir des prédicateurs étrangers ? Entre imprécisions et perceptions mitigées



Graphique 24 : Provenance des prédicateurs étrangers

Pour ceux qui attestent de l'existence de prédicateurs étrangers, ils viendraient essentiellement des pays africains.

À Tambacounda, les pays cités sont la Mauritanie, le Mali et le Niger par ordre d'importance. Par contre, les habitants de Tambacounda classent le Nigeria en premier devant le Maroc et le Niger.

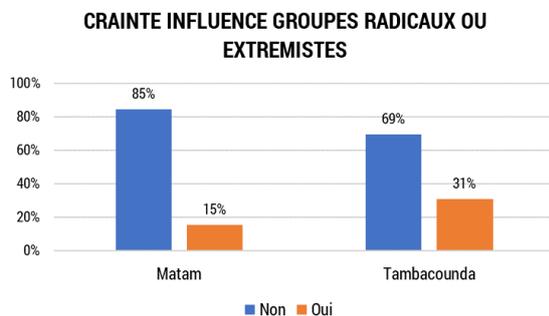


Graphique 24 bis : Provenance des prédicateurs étrangers

Dans l'ensemble, le Mali (70%) et la Mauritanie (12%) ont été les pays les plus cités. Les prédicateurs salafistes cherchent à étendre leur idéologie dans la Sous-région par l'envoi de prédicateurs. La porosité des

frontières favorise leurs déplacements d'un pays à un autre sans grande difficulté pour créer de nouvelles cellules.

De l'influence des groupes radicaux ou extrémistes : entre assurances et craintes



Graphique 25 : Crainte d'une influence des groupes radicaux ou extrémistes

Le Sénégal partage une large frontière avec le Mali qui est aujourd'hui considéré comme

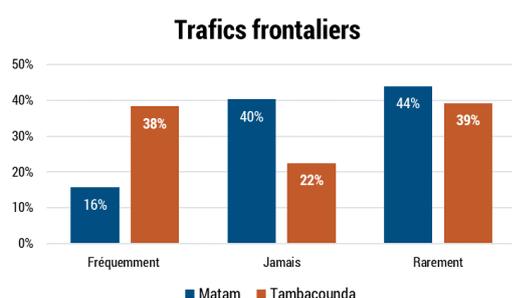
l'épicentre du terrorisme au Sahel. Malgré tout, les habitants des zones frontalières (85% à Matam et 69% à Tambacounda) semblent ne pas craindre l'influence que ces groupes radicaux ou extrémistes peuvent avoir sur la zone. Ils ont plus tendance à écouter les prêches de leurs guides religieux qu'un autre.

Mais l'inquiétude des 15% à Matam et 31% à Tambacounda n'est pas à négliger.

Lors des entretiens qualitatifs réalisés à Matam, il est ressorti qu'un mouvement religieux dénommé "Tabligh" prône l'application de la Charia dans certaines localités ; **le mouvement est promu par des fils de la zone installés dans des pays du Golfe.**

Partie IV Regards croisés sur les défis sécuritaires en zone frontalière

Sous-partie 1 Contexte sécuritaire



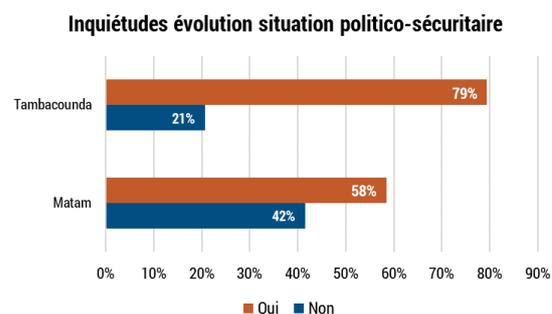
Graphique 26 : Fréquence des trafics frontaliers

Les trafics sont assez fréquents dans ces zones frontalières de l'est du Sénégal. Ces trafics sont difficilement contrôlables au regard de la porosité des frontières et le manque de moyens logistiques reconnu même par les agents de sécurité aux frontières.

Selon les résultats de l'enquête, à Matam, 16% remarquent fréquemment ces trafics contre 44% rarement. De l'autre côté, à Tambacounda, 38% voient fréquemment ces trafics contre 39% rarement. Le continuum territorial et culturel fait souvent que les régions frontalières soient des zones de flux avec une économie parallèle. Cette situation constitue désormais une menace du fait de la criminalité transfrontalière et du contexte sécuritaire que traverse le Sahel.

²⁸ <https://issafrica.org/fr/iss-today/prevenir-lextrémisme-violent-au-sud-est-du-senegal>

Plus d'inquiétudes à Tambacounda qu'à Matam : effets du voisinage avec le Mali ?



Graphique 27 : Inquiétudes sur l'évolution de la situation politico-sécuritaire de la sous-région

Les inquiétudes sur l'évolution de la situation politico-sécuritaire sont de plus en plus pressantes chez les habitants des zones frontalières. D'après les résultats de notre étude, 58% à Matam et 79% à Tambacounda sont inquiets. Le Sénégal est concerné à plus d'un titre par la situation politico-sécuritaire au Mali et ces populations sondées le montrent clairement.

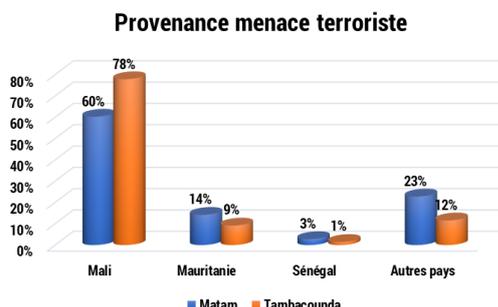
Frontalier avec le Mali dans sa partie Est où des signaux de contagion du djihadisme sont pointés par le Centre des Hautes Études de Défense et de Sécurité (CHEDS) et l'Institut d'études sécuritaires (ISS)²⁸, le Sénégal a tout intérêt à ce que le Mali retrouve sa stabilité.

Cette situation pourrait créer un effet domino entraînant un débordement de l'épicentre malien. Comme le dit un proverbe africain, "Quand il pleut à Ouaga, Abidjan est mouillé".

Du point de vue économique, l'aggravation de la situation sécuritaire au Mali a des contrecoups sur le Sénégal qui entretient des relations commerciales privilégiées avec le pays frère. A titre d'exemple, en 2020, le Mali

a accueilli 21%²⁹ des exportations de marchandises du Sénégal.

Provenance éventuelle de la menace : l'horizon malien plus scruté ?



Graphique 28 : Provenance de la menace terroriste

Fréquemment présenté comme un îlot de stabilité dans une région en crise politique et sécuritaire, le Sénégal surveille de près ce qui se passe au Mali et participe à l'effort de stabilisation dans ce pays par l'envoi de troupes militaires au sein de la MINUSMA. Reliés par l'histoire, la culture et la géographie, les deux pays sont aussi liés économiquement; la majeure partie des marchandises en partance pour le Mali transite par le Port Autonome de Dakar. Donc l'instabilité du Mali ne peut laisser le Sénégal indifférent.

Dans un récent article, Bakary Sambe, directeur régional du Timbuktu Institute, évoquait la manière dont « le terrorisme à l'Est mit fin au déni sénégalais ». Il décrivait cette évolution de l'appréciation du niveau de la menace chez les autorités sénégalaises en ces termes :

« Pendant que Bamako s'enfonçait dans la crise sécuritaire et qu'au pays de la Téranga on craignait surtout le débordement de l'épicentre malien, on a eu la surprise de découvrir de

jeunes sénégalais dans les rangs de Boko Haram en 2015, les services de sécurité évoquant même une nébuleuse essayant d'étendre ses tentacules sur le territoire national »³⁰

Pour cet analyste, spécialiste des réseaux transnationaux, « malgré les mesures d'urgence et les efforts sécuritaires avec la construction de nouveaux camps militaires comme à Kidira, le Sénégal doit faire face un défi majeur : empêcher les groupes terroristes de trouver des couveuses locales. Le plus gros risque serait qu'ils réussissent à créer un terreau en exploitant les frustrations et le sentiment de marginalisation de certaines populations »³¹

De son côté, Mouhamadou L.B Lô³², expert en Sécurité nous explique parfaitement que **la contagion djihadiste en provenance du Mali inquiète particulièrement certaines populations.**

Ce que d'ailleurs semble conforter les populations interrogées qui pensent que **la menace terroriste proviendrait pour l'essentiel du Mali** (60% à Matam et 78% à Tambacounda) qui est aujourd'hui devenu l'épicentre du terrorisme au Sahel.

A côté du Mali, les répondants ont évoqué la Mauritanie (13% en moyenne) et d'autres pays comme lieux où proviendrait la menace terroriste. Seuls 2% en moyenne citent le Sénégal comme pays où pourrait provenir la menace terroriste.

Une menace de plus en plus prise au sérieux par les populations

²⁹ <https://www.jeuneafrique.com/1293407/economie/mali-le-senegal-grand-perdant-des-sanctions-de-la-cedeao/>

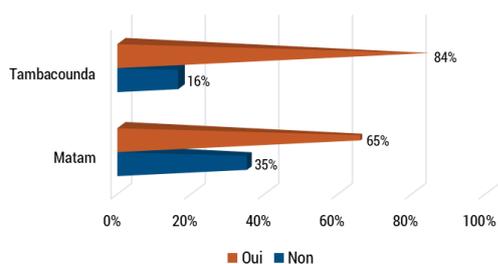
³⁰ Voir son article dans Jeune Afrique, sur ce lien (consulté le 3/02/2022)

<https://www.jeuneafrique.com/1178769/politique/tribune-quand-le-terrorisme-met-fin-au-deni-senegalais/>

³¹ Ibid,

³² https://www.lepoint.fr/afrique/fin-de-barkhane-queelles-repercussions-sur-le-senegal-16-06-2021-2431315_3826.php

Prise au sérieux de la menace au Sénégal

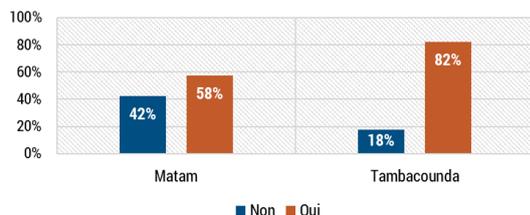


Graphique 29 : Prise au sérieux de la menace au Sénégal

La menace terroriste est de plus en plus préoccupante au Sénégal et dans les pays côtiers depuis que la Côte d'Ivoire a été attaquée. En effet, depuis les événements de Grand Bassam, ces pays sont conscients qu'aucun pays n'est épargné de ces actes terroristes. Globalement les populations pensent que la menace est bien prise au sérieux par l'État du Sénégal, aussi bien du côté de Tambacounda (84%) que de Matam (65%). L'initiative d'organiser un Forum International de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique ou encore la réception de nouveaux camps militaires comme celui de Goudiry, le prouvent à suffisance.

Une population consciente du renforcement des mesures sécuritaires

Renforcement des mesures sécuritaires dans la zone



Graphique 30 : Renforcement des mesures sécuritaires dans la zone

D'après les résultats de l'enquête, les populations remarquent effectivement un

renforcement des mesures sécuritaires dans ces zones, surtout à Tambacounda (82%). A Matam, 58% ont vu un renforcement des mesures sécuritaires dans la zone. En effet, depuis un certain temps, les autorités sont en train de renforcer la sécurité dans les frontières : patrouilles fréquentes, mise sur pied de brigades, etc.

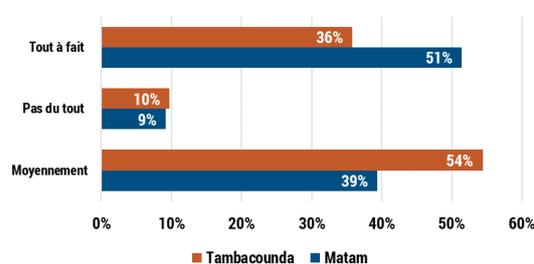
Le président sénégalais est de plus en plus interpellé sur ces questions et ses réponses, contrairement au début de la crise sahélienne, montrent sans ambiguïtés que le pays prend au sérieux les menaces.

Cette menace terroriste pourrait aussi venir de ses frontières Nord-Est respectivement de la République islamique de Mauritanie et du Mali³³. Cet état de fait révèle la nécessité de renforcer la sécurité au niveau des frontières avec ces deux pays.

Sous-partie 2 : Les forces de défense et de sécurité face à la menace

Un sentiment partagé de sécurité chez les populations

Sentiment de sécurité



Graphique 31 : Sentiment de sécurité

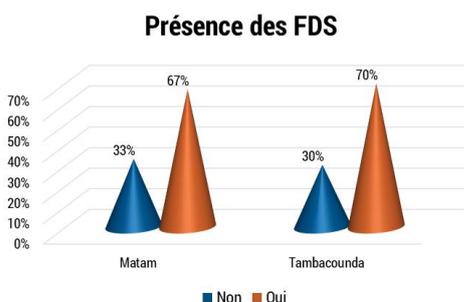
Selon les résultats de l'enquête, les habitants des zones frontalières se sentent malgré tout en sécurité. Seuls 9 à 10% d'entre eux ne se sentent pas du tout en sécurité. Pour dire que les ressentis des populations sont très

³³ <https://www.cfc.forces.gc.ca/259/290/308/286/soumare.pdf>

mitigés du fait que les questions sécuritaires sont des prérogatives exclusives des Forces de Défense et de Sécurité, une doctrine militaire qui perd de son sens en ces temps de menaces hybrides. C'est dans ce contexte que le concept "Armée-Nation" prend tout son sens pour une collaboration étroite entre populations et FDS sur des problématiques de sécurité et surtout pour gagner la bataille du renseignement.

Les autorités sécuritaires ont mis en place une synergie d'actions des services opérationnels appliquée aux frontières du pays afin de marquer davantage leur présence aux portes d'entrée et de sortie du territoire national. C'est ainsi que la Direction de la Police de l'Air et des Frontières (DPAF) a accueilli dans ses rangs des effectifs du Groupement Mobile d'Intervention (GMI) pour accroître la surveillance et les contrôles aux frontières³⁴. C'est ce que les populations ont observé et qui se traduit par la présence des Forces de Défense et de Sécurité. Interrogé sur la question, un pasteur évangélique qui sert dans la région depuis cinq ans affirme que **"la présence des FDS se sent effectivement et la présence des camps et de nouvelles brigades le prouve"**.

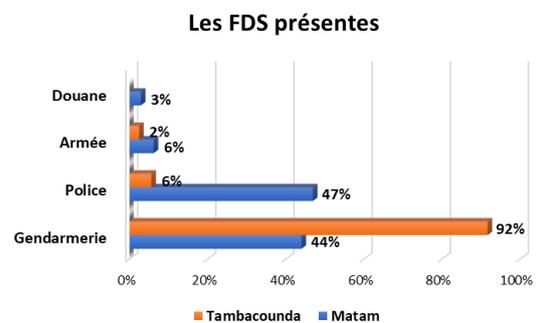
Présence remarquée des forces de sécurité et de défense : la gendarmerie plus visible ?



Graphique 32 : Présence des Forces de Défense et de Sécurité

³⁴ <https://interieur.sec.gouv.sn/securite-interieur/politique-de-securite-publique>

Plus du tiers confirment la présence des FDS (67% à Matam et 70% à Tambacounda). En effet, il existe des postes de Police dans les Frontières, la Douane, la Gendarmerie et les agents des Eaux et Forêts. D'ailleurs, des patrouilles sont récurrentes dans cette zone et les camps militaires sécurisent la zone.



Graphique 33 : Présence des Forces de Défense et de Sécurité

Les forces les plus présentes sont la gendarmerie suivie de la police, l'armée et la douane. **A Tambacounda, selon les populations, la gendarmerie est plus présente pour 92% des personnes interrogées** et la région a réceptionné en Septembre 2020 un camp militaire à Goudiry qui entre dans le cadre du renforcement de la sécurité³⁵.

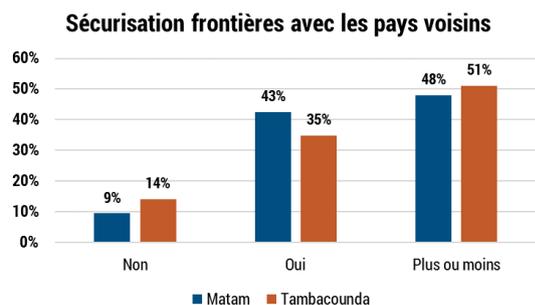
Pour Matam, c'est la police qui vient en premier (47%).

La douane, pendant longtemps négligée dans les analyses sécuritaires, est désormais considérée comme un maillon important dans la lutte contre le terrorisme.

La saisie d'importantes munitions de guerre au Port de Dakar précédée par l'ouvrage du colonel Cheikh Tidiane Cissé *"Terrorisme la fin des frontières ? Nouveaux enjeux de la coopération douanière en matière de sécurité au Sahel"* viennent nous rappeler la place que prend ceux qu'on a appelé jusque-là "les soldats de l'économie".

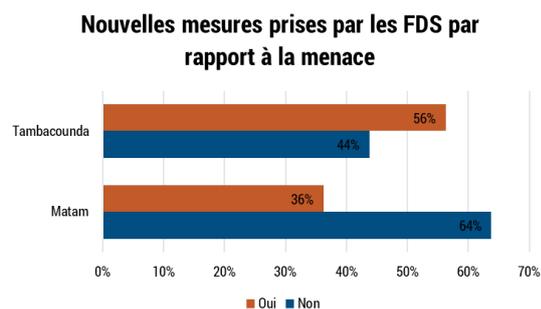
³⁵ <https://fr.allafrica.com/stories/202007140438.html>

Impressions mitigées sur la sécurisation des frontières



Graphique 34 : Sécurisation de la frontière avec les pays voisins

Pour beaucoup de répondants, les frontières sont sécurisées (43% à Matam et 35% à Tambacounda). A côté, 50% se sentent plus ou moins en sécurité. Ce sentiment vient conforter les efforts du gouvernement et ses partenaires pour renforcer la sécurité dans les zones frontalières au moment où les pays frontaliers du Sénégal sont confrontés à une tension sécuritaire exacerbée par la mobilité des groupes armés non-étatiques qui sévissent dans la bande saharo-sahélienne.

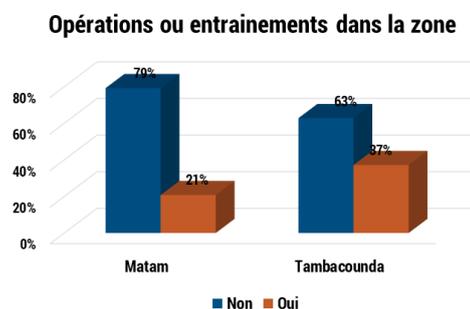


Graphique 35 : Nouvelles mesures prises par les FDS par rapport à la menace

À propos des mesures prises par les FDS par rapport à la menace, les avis des populations de la frontière sont divers. Si la majorité des habitants de Tambacounda (56%) ont remarqué des mesures en ce sens, 64% de matamois ignorent l'existence de telles

mesures. La lecture que nous pouvons faire de cette situation est que l'Est du Sénégal est plus menacé par la contagion djihadiste du fait de sa proximité avec le Mali mais aussi et surtout de l'exploitation de minerais (l'or en particulier) qui attirent des travailleurs venant de toute la région. Néanmoins, la zone Nord est à surveiller sachant que les groupes terroristes cherchent des zones où ils sont insoupçonnés mais aussi les assauts militaires subis les poussent à se déployer vers d'autres régions.

Entraînements et opérations sécuritaires plus ou moins discrets ?



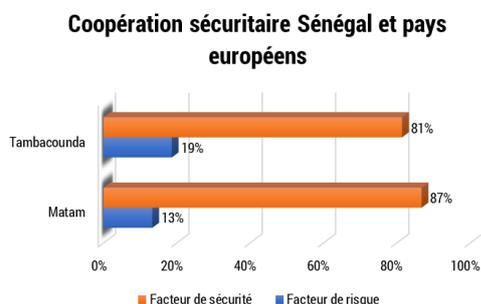
Graphique 36 : Connaissance des opérations ou entraînements dans la zone

Dans l'ensemble, les personnes interrogées n'ont pas observé des opérations ou entraînements dans la zone, 79% à Matam contre 63% à Tambacounda. Mais selon une source sécuritaire, l'armée a effectué une manœuvre militaire "Falémé 2020"³⁶ en simulant une attaque terroriste entre la zone de Bakel et Kédougou afin d'évaluer la riposte des forces de défense et de sécurité en cas d'attaque réelle. Il est très rare au Sénégal, que l'armée communique sur ses manœuvres militaires, mais agit dans la discrétion. Cela peut expliquer le fait que les populations n'ont observé ni opérations, ni entraînements dans les zones en question, alors que des

³⁶<https://www.forcesarmees.gouv.sn/galerie/manoeuvre-nationale-faleme-2020-les-forces-militaires-et-paramilitaires-ensynergie>

entraînements ont eu lieu; ce n'est pas pour rien que l'armée sénégalaise a été surnommée la "grande muette".

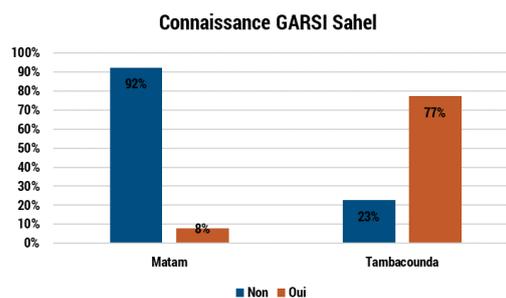
Une coopération européenne largement perçue comme facteur de sécurité



Graphique 37 : Coopération sécuritaire entre le Sénégal et les pays européens

Depuis 2012 et même bien avant, les pays du Sahel ont noué des partenariats avec les pays européens, notamment la France. C'est dans cette perspective que les opérations Serval, Barkhane et Takuba ont été initiées. Sur le terrain, cette coopération en matière de sécurité est diversement appréciée. Les personnes interrogées y voient un facteur de sécurité pour l'essentiel (87% à Matam et 81% à Tambacounda).

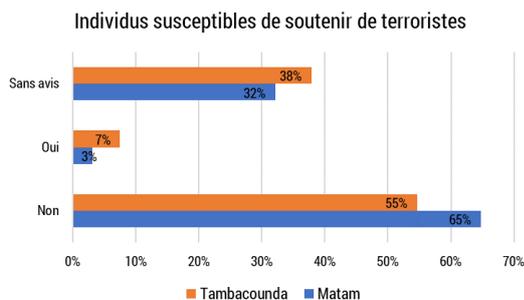
Dispositif Garsi-Sahel dans la région de Tambacounda : une visibilité croissante



Graphique 38 : Connaissance du Garsi Sahel

À 92%, les habitants de Matam n'ont jamais entendu parler de Garsi-Sahel. A l'inverse, les habitants de Tambacounda en ont déjà entendu parler (77%). La prégnance de la menace dans le Sud-Est du pays explique cet état de fait, que dans la région de Tambacounda, les populations soient plus exposées aux concepts et aux stratégies de riposte déployées. D'ailleurs, un escadron de Garsi d'une unité 200 gendarmes a été installé à Kidira (Bakel)³⁷. Le haut-commandant de la Gendarmerie nationale a même préconisé la "création d'une deuxième Garsi" à Kédougou.

³⁷ https://www.seneweb.com/news/Societe/operations-de-securisation-la-gendarmerie_n_348862.html



Graphique 39 : Individus susceptibles de soutenir des groupes terroristes

Les personnes interrogées soutiennent en majorité qu'il n'y a pas d'individus dans la localité qui seraient capables d'apporter un soutien à des groupes terroristes (65% à Matam et 55% à Tambacounda). Plus du tiers sont sans avis.



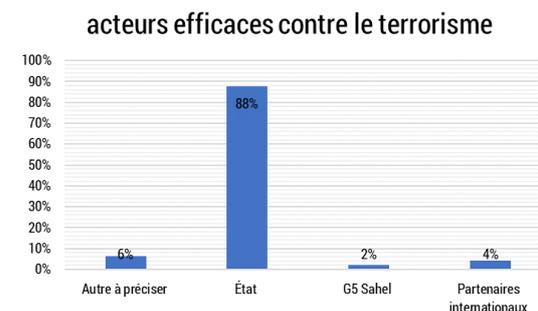
Par contre, des raisons d'ordre économique et/ou financier, à en croire les populations interrogées, ainsi que le manque d'emploi, sont de véritables facteurs de danger pour les jeunes de basculer facilement dans l'extrémisme violent et dans le grand banditisme. **L'État devrait accentuer les efforts pour ce qui est de l'emploi des jeunes pour ne pas rendre le terrain déjà frappé d'innombrables vulnérabilités propices aux recrutements des djihadistes.**

C'est dans ce contexte que le gouvernement a initié le Cadre d'intervention et de coordination interministériel des opérations de lutte anti-terroriste (CICO) en 2016 à travers le décret 2016-301 du 29 février 2016

portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du CICO. En effet, ce cadre se réunit au moins une fois par mois sur convocation de son président ou chaque fois que besoin se fait sentir pour faire le point sur la situation sécuritaire nationale et dans les régions en rapport à la menace terroriste³⁹.

L'État a déployé des moyens conséquents surtout dans les zones frontalières comme Kidira et environnants.

L'État largement attendu comme acteur principal dans la lutte



Graphique 40 : Acteurs efficaces contre le terrorisme

Les partenaires internationaux interpellés avant le G5 Sahel

D'après les résultats de l'étude, **l'État est l'acteur le plus efficace pour lutter contre le terrorisme (88%) suivi des partenaires internationaux et du G5 Sahel.**

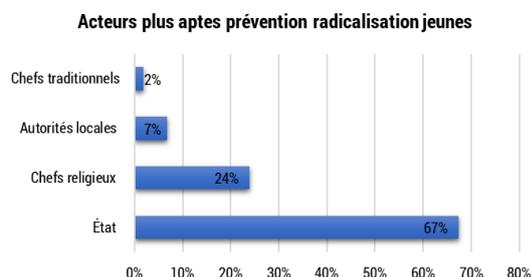
Ce qui signifie que les personnes interrogées à Matam et à Tambacounda, dans leur écrasante majorité, font ainsi confiance à l'État dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et la sécurisation des frontières. Ainsi, les populations mettent l'État devant sa responsabilité régalienne d'assurer leur sécurité.

³⁹ http://www.jo.gouv.sn/spip.php?page=imprimer&id_article=10867

Dans le même ordre d'idées, **les populations font aussi confiance aux forces de défense et de sécurité quand il y a des problèmes.**

À en croire M. D., chef de garage, « ... pour tous les problèmes qui éclatent ici, on appelle les forces de l'ordre. On a des numéros au cas où des incidents se produisent. Même si un voleur est attrapé, personne ne le frappe comme à Dakar ou ailleurs. On l'amène à la police ou on le garde jusqu'à l'arrivée des forces de sécurité. » On note ainsi **une certaine proximité entre les populations et les FDS.**

Quid de la prévention de l'extrémisme violent ? L'Etat avant les religieux



Graphique 41 : Acteurs plus aptes dans le cadre de la prévention de la radicalisation des jeunes

Concernant la prise en charge de la prévention de la radicalisation auprès des jeunes, l'État caracole en tête (67%) en

moyenne dans les deux régions, suivi des chefs religieux, des autorités locales et des chefs traditionnels, respectivement 24%, 7% et 2%. L'État gagnerait à associer ces différents acteurs dans la prévention de l'extrémisme violent et la lutte contre le terrorisme.

Une loi a été votée à l'Assemblée nationale pour modifier le code pénal et le code de procédure pénale pour mieux lutter contre le terrorisme à en croire les autorités judiciaires. D'après le ministre de la Justice Me Malick Sall, *"C'est fait juste pour lutter efficacement contre le terrorisme sous toutes ses formes, y compris certaines infractions commises en bande organisée et toute autre forme d'économie parallèle"*⁴⁰. Cette loi crée beaucoup de polémiques pour l'opposition qui la qualifie de *"scélérate et liberticide dans le but de museler l'opposition"*.

Certains défenseurs des droits humains ont émis des réserves du fait que cette loi pourrait porter atteinte aux droits fondamentaux des citoyens et des acteurs politiques. Ceci met en danger les libertés des médias et la liberté d'expression, en fournissant une base potentielle pour poursuivre en justice des actes conformes à la liberté d'expression⁴¹.

⁴⁰ <https://www.bbc.com/afrique/region-57615840>

⁴¹ <https://www.hrw.org/fr/news/2021/07/05/senegal-deux-nouvelles-lois-antiterroristes-menaceraient-les-droits-humains>

Principales conclusions

▪ Les dynamiques socio-économiques

La Moyenne-vallée du fleuve cumule un ensemble de vulnérabilités exposant les populations, notamment les plus jeunes en proie à de véritables difficultés d'ordre socio-économique. Il s'y greffe de nombreux autres problèmes conflictogènes à moyen et long termes comme l'accès inégalitaire au foncier, à l'eau de même que les conflits liés au vol de batails

▪ Les dynamiques religieuses

Malgré les tendances plus ou moins rassurantes liées au vivre ensemble et bon voisinage entre les populations de cette zone frontalière sénégalaise et celles des pays voisins, des contestations émergent sur la marginalisation de l'enseignement religieux islamiques par rapport à l'école publique laïque. Cette problématique en plein cœur des revendications des mouvements islamiques est un des leviers de l'islamisation des contestations au sein des élites arabophones contestant la légitimité de l'État laïc et des acteurs qui l'incarnent issues de l'école dite « française ».

▪ Le contexte sécuritaire

La diversité religieuse avec une majorité de musulmans à côté des autres religions a été jusqu'ici considérée comme harmonieuse. Elle est de plus en plus entachée de heurts considérés comme des épiphénomènes mais susceptibles de dégénérer et de prendre une tournure conflictuelle. Les trafics sont assez

fréquents dans ces zones frontalières de l'Est du Sénégal. Ils sont difficilement contrôlables au regard de la porosité des frontières et le manque de moyens logistiques reconnu même par les agents de sécurité aux frontières.

▪ Forces de défense et de sécurité face à la menace terroriste

Les forces les plus présentes sont la gendarmerie suivie de la police, puis l'armée et la douane. La douane, pendant longtemps négligée dans les analyses sécuritaires, est désormais considéré comme un maillon important dans la lutte contre le terrorisme. L'Est du Sénégal paraît comme la région la plus exposée à la contagion djihadiste du fait de sa proximité avec le Mali mais aussi et surtout de l'exploitation de minerais (l'or en particulier) provoquant des mouvements souvent incontrôlés de populations de divers pays.

▪ Perception de la menace et lutte contre le terrorisme

Les facteurs déterminants de la radicalisation des jeunes, d'après cette étude de perception, seraient la pauvreté, le chômage, le manque de moyens et d'opportunités entre autres. Avec le débordement progressif de l'épicentre malien en plus des instabilités que connaît ce pays, il semble y avoir une plus grande conscience de la menace terroriste. Cette perception au niveau des populations est aussi confirmée de par l'attitude des pouvoirs publics avec de nouvelles mesures sécuritaires renforcée et une communication plus fréquente et plus assumée sur la menace terroriste.

Recommandations

À l'État du Sénégal :

- Lutter contre le chômage des jeunes surtout dans les zones les plus reculées du Sénégal comme celles de la Moyenne-Vallée du fleuve ;
- Faciliter et rationaliser l'accès à la terre et au financement des projets agricoles pour fixer les jeunes et les femmes des zones frontières du Sénégal ;
- Travailler davantage à sécuriser les zones frontalières en y renforçant les FDS ;
- Appuyer la douane qui doit occuper une place importante dans la chaîne au vue de la circulation de certains produits à double usage dans les zones frontalières que les groupes armés peuvent détourner à des fins létales ;
- Créer les conditions d'une collaboration plus étroite entre les populations des zones frontalières et les FDS en matière de renseignement ;
- Mener des actions de sensibilisation contre l'extrémisme violent et le terrorisme.

Aux populations des zones frontalières :

- Signaler, systématiquement, tout acte suspect dans la région et travailler en parfaite intelligence avec les FDS ;
- Cultiver et renforcer le vivre-ensemble en travaillant sur une harmonie entre les différentes sensibilités religieuses.

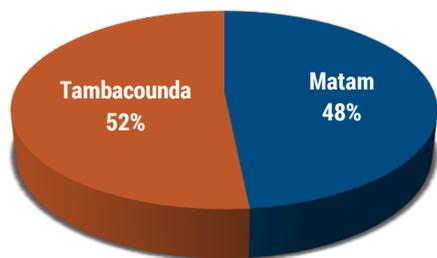
Aux partenaires et organisations internationaux :

- Appuyer la recherche sur les facteurs de résilience communautaire et de dialogue dans les régions frontalières afin de proposer, en coopération avec l'Etat, des réponses adéquates et durables ;
- Créer des cadres d'échanges entre la communauté des experts, des chercheurs et les autorités pour mutualiser les efforts et opérationnaliser les recommandations issues des études de terrain.

Annexes

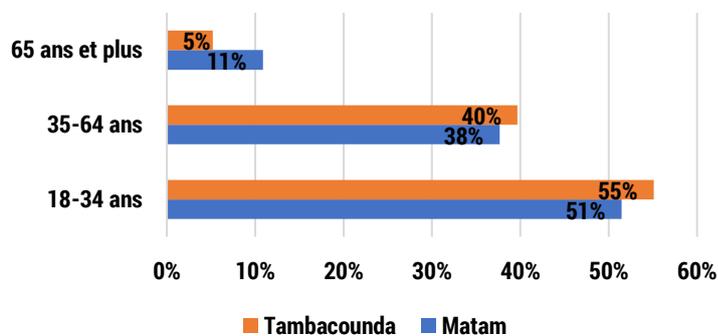
Profil des personnes interrogées

Région



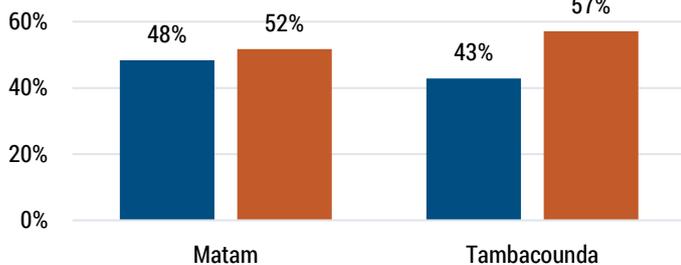
■ Matam ■ Tambacounda

Age



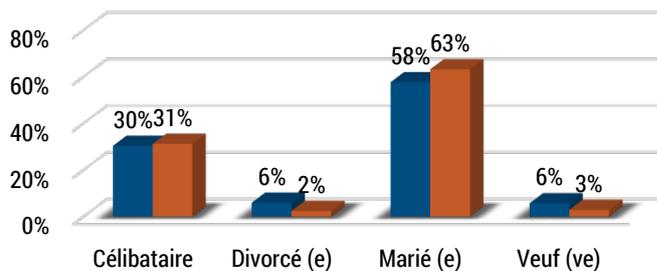
■ Tambacounda ■ Matam

Sexe



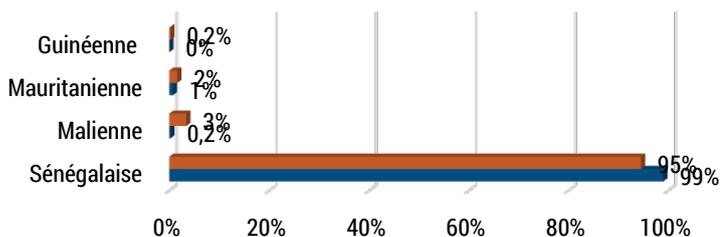
■ Femme ■ Homme

Situation matrimoniale



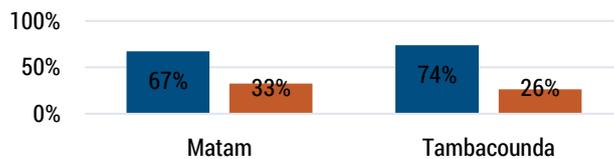
■ Matam ■ Tambacounda

Nationalité



■ Tambacounda ■ Matam

Zone



■ Rurale ■ Urbaine

Sigles et abréviations

ANSD : Agence Nationale de Statistique et de la Démographie

CHEDS : Centre des Hautes Études de Défense et de Sécurité

CICO : Cadre d'intervention et de coordination interministériel des opérations de lutte anti-terroriste

CNRA : Conseil National de Régulation de l'Audiovisuel

DPAF : Direction de la Police de l'Air et des Frontières

FDS : Forces de défense et de sécurité

GARSI : Groupement d'actions rapide de surveillance et d'intervention

GMI : Groupement Mobile d'Intervention

G5-Sahel : Le G5 Sahel est un cadre institutionnel de coordination et de coopération régionale en matière de politiques de développement et de sécurité, créé en 2014 par cinq pays de la bande

sahélo-saharienne, le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad.

ISS : Institut d'études sécuritaires

MAEP : Mécanisme africain d'évaluation par les pairs

MINUSMA : Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali

OMVS : Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal

ONG : Organisation Non Gouvernementale

PUDC : Programme d'Urgence de Développement Communautaire

PUMA : Programme d'Urgence de Modernisation des Axes et territoires frontaliers

RGPHAE : Recensement Général de la Population et de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Élevage.

RTS : Radiodiffusion Télévision Sénégalaise

SES : Situation Économique et Sociale

Tableaux et graphiques

Tableaux

Tableau 1 : Répartition de la population suivant la zone d'habitation

Tableau 2 : Répartition de l'échantillon suivant le sexe et l'âge.

Graphiques

Graphique 1 : Source d'information

Graphique 2 : Radios écoutées

Graphique 3 : Télévisions suivies

Graphique 4 : Journaux du pays

Graphique 5 : Journaux des pays voisins

Graphique 6 : Vulnérabilités socio-économiques

Graphique 7 : Opportunités économiques

Graphique 8 : Accès à la terre

Graphique 9 : Utilisation de la terre

Graphique 10 : Distribution équitable des terres

Graphique 11 : Activités dans les pays frontaliers

Graphique 12 : Accessibilité des autorités politiques et administratives

Graphique 13 : Programme de l'État pour les zones frontalières

Graphique 14 : Les programmes répondent-ils aux besoins réels ?

Graphique 15 : Existence d'une aide d'étrangers ou d'ONGs

Graphique 16 : Nature des relations entre les habitants de la frontière et leurs voisins

Graphique 17 : Intention des populations à émigrer

Graphique 18 : Soutien en cas de difficulté ou catastrophe

Graphique 19 : Changements dans l'enseignement religieux

Graphique 20 : Changements dans les pratiques religieuses

Graphique 21 : Tensions entre différentes obédiences ou composantes religieuses

Graphique 22 : Implantation des groupes radicaux ou extrémistes dans la zone

Graphique 23 : Existence de prédicateurs actifs dans la zone

Graphique 24 : Provenance des prédicateurs étrangers

Graphique 24 bis : Provenance des prédicateurs étrangers

Graphique 25 : Crainte d'une influence des groupes radicaux ou extrémistes

Graphique 26 : Fréquence des trafics frontaliers

Graphique 27 : Inquiétudes sur l'évolution de la situation politico-sécuritaire de la sous-région

Graphique 28 : Provenance de la menace terroriste

Graphique 29 : Prise au sérieux de la menace au Sénégal

Graphique 30 : Renforcement des mesures sécuritaires dans la zone

Graphique 31 : Sentiment de sécurité

Graphique 32 : Présence des Forces de Défense et de Sécurité

Graphique 33 : Présence des Forces de Défense et de Sécurité

Graphique 34 : Sécurisation de la frontière avec les pays voisins

Graphique 35 : Nouvelles mesures prises par les FDS par rapport à la menace

Graphique 36 : Connaissance des opérations ou entraînements dans la zone

Graphique 37 : Coopération sécuritaire entre le Sénégal et les pays européens

Graphique 38 : Connaissance du GARS Sahel

Graphique 39 : Individus susceptibles de soutenir des groupes terroristes

Graphique 40 : Acteurs efficaces contre le terrorisme

Graphique 41 : Acteurs plus aptes dans le cadre de la prévention de la radicalisation des jeunes

Bibliographie

Bulletin de surveillance pastorale de la zone agro pastorale du ferlo/ senegal n°09- décembre 2019
Décret n° 2016-301 du 29 février 2016 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Cadre d'Intervention et de Coordination interministériel des Opérations de lutte anti-terroriste (CICO)

Données de Projections 2017- 2018, SES (État et structure de la population), ANDS

Enquête harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM) au Sénégal, ANDS, Septembre 2021

Facteurs de Radicalisation et Perception du Terrorisme chez les jeunes des zones frontalières du Sénégal et de la Mauritanie, Timbuktu Institute, Mars 2018

Facteurs de Radicalisation et Perception du Terrorisme chez les jeunes des zones frontalières du Sénégal et de la Guinée, Timbuktu Institute, Novembre 2018

Prévenir l'extrémisme violent au Sud-est du Sénégal, ISS, Décembre 2021

Projections Démographiques, ANDS, 2020

Rapport Définitif, RGPHAE 2013, ANDS, Septembre 2014

Webographie

<http://hgouestaf.over-blog.com/article-une-etude-de-cas-sur-le-fleuve-senegal-50141417.html>
<http://timbuktu-institute.org/images/Radicalisation-Zones-frontalieres-Senegal-Mauritanie.pdf>
<http://www.ansd.sn/ressources/ses/SES-Tamba-2015.pdf>
<http://www.cnra.sn/do/category/dossier/sondage-etudes/>
<https://bassindufleuveforum.com>
<https://fr.allafrica.com/stories/201107061010.html>
<https://fr.allafrica.com/stories/202007140438.html>
<https://interieur.sec.gouv.sn/securite-interieur/politique-de-securite-publique>
<https://issafrica.org/fr/iss-today/prevenir-lextremisme-violent-au-sud-est-du-senegal>
<https://landportal.org/fr/news/2017/05/matam-ousmane-ba-alerte-sur-le-probl%C3%A8me-dacc%C3%A8s-au-foncier>
<https://rsf.org/fr/senegal>
<https://sec.gouv.sn/actualité/conseil-des-ministres-du-16-juin-2021>
<https://sec.gouv.sn/programme-de-modernisation-des-villes-promovilles>
<https://theconversation.com/nous-avons-demande-a-des-migrants-senegalais-pourquoi-ils-quittent-leur-pays-voici-leurs-reponses-163367>
<https://timbuktu-institute.org/media/attachments/2020/10/24/timbuktu-kas-rapport-novembre-2018.pdf>
<https://www.ansd.sn/ressources/publications/Rapport-final-EHCVM-vf-Senegal.pdf>
<https://www.bbc.com/afrique/region-57615840>
<https://www.cfc.forces.gc.ca/259/290/308/286/soumare.pdf>
<https://www.forcesarmees.gouv.sn/galerie/manoeuvre-nationale-faleme-2020-les-forces-militaires-et-paramilitaires-en-synergie>
<https://www.geres.eu/wp-content/uploads/2019/10/atlas-geres-climterr-web.pdf>
<https://www.hrw.org/fr/news/2021/07/05/senegal-deux-nouvelles-lois-antiterroristes-menaceraient-les-droits-humains>
<https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/docume>
<https://www.jeuneafrique.com/1178769/politique/tribune-quand-le-terrorisme-met-fin-au-deni-senegalais/>
<https://www.jeuneafrique.com/1293407/economie/mali-le-senegal-grand-perdant-des-sanctions-de-la-cedeao/>
https://www.lepoint.fr/afrique/fin-de-barkhane-quelles-repercussions-sur-le-senegal-16-06-2021-2431315_3826.php
https://www.pdfprof.com/PDF_Image.php?id=52124&t=16
https://www.pressafrik.com/Diohine-un-marabout-et-ses-talibes-sur-le-point-d-instaurer-une-guerre-de-religion-le-feu-couve-dangereusement_a230649.html
<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190919-senegal-fin-polemique-port-voile-lycee-jeanne-arc>
https://www.seneweb.com/news/Societe/operations-de-securisation-la-gendarmerie_n_348862.html
<https://www.senect.sn/senegal-et-mauritanie-signent-des-accords-de-cooperation/nts/files/SN-03-Matam-Walo.pdf>



VDN - Sacré-Coeur 3
BP 15177 CP 10700 Dakar Fann
SENEGAL.

+221 33 827 34 91 / +221 77 637 73 15

www.timbuktu.institute.org
contact@timbuktu.institute.org



Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.
Bureau du Sénégal
Almadies Zone 9, En face

Groupe scolaire
"La Pointe des Almadies"
Dakar Sénégal

+221 33 869 77 78 / -80
Fax +221 3860 24 30

www.kas.de/de/web/senegal
buero.dakar@kas.de

www.kas.de